

L'ÉDITO

par Nathanaël JACOMIN

Un PS sans Di Rupo ?

Elio Di Rupo est-il le président qui doit conduire le PS lors des prochaines élections ? La

question est lancinante et divise les rangs socialistes depuis des mois (si pas des années.) Et plus les échéances approchent (les communales ont lieu dans une dizaine de mois), plus les tensions sont importantes. Car si le PS doit connaître un changement dans sa tête, c'est maintenant, avant les batailles.

Alors qu'on pensait que le congrès socialiste du 26 novembre dernier (celui qui a entériné le chantier des idées) avait mis fin au débat « avec ou sans Di Rupo », il a connu ce week-end un nouveau soubresaut.

L'attaque est venue cette fois de Jean-Pascal Labille, secrétaire général des Mutualités socialistes, qui a réclamé d'anticiper l'élection interne pour la présidence du PS. « *S'il veut reconquérir les électeurs et atteindre 30 % des voix, il faut une nouvelle équipe, avec un nouveau président.* »

Le message de celui qui a été ministre sous le gouvernement Di Rupo était on ne peut plus clair. Jamais on n'avait vu un président de la Mutualité socialiste prendre pareille

attitude face à son président de parti.

Ce que Jean-Pascal Labille réclame (remplacer Di Rupo par Magnette avant les élections) est, on le sait, très largement partagé dans les rangs du PS. Restait donc à voir si les cadors socialistes allaient profiter de l'occasion pour lui emboîter le pas. Mais rien. Le seul à apporter son soutien à Labille a été Thierry Bodson, secrétaire général de l'interrégionale wallonne de la FGTB, qui déclare partager cette analyse. Mais qui estime que c'est de l'intérieur du parti socialiste que les décisions doivent être prises. Et à l'intérieur de ce parti justement, ce week-end, aucune voix dissidente ne s'est fait entendre. Seul André Flahaut, toujours dispo même le week-end, a réagi pour voler au secours de son président, « *L'architecte de la remise en marche du parti, qui doit continuer à piloter le chantier jusqu'au bout.* » Et donc jusqu'à la fin de son mandat et aux élections législatives de 2019. N'en déplaise à ceux et celles qui n'ont pas voulu profiter de la perche tendue par Jean-Pascal Labille et porter l'etocade à l'indéboulonnable président. Car qui ne dit mot consent...